

DÉLIBÉRATION 2025 25 -

Constitution de provisions pour risque et charge et créances douteuses du Budget Principal 2025

Séance du Comité syndical du 17 juin 2025

EXPOSÉ DES MOTIFS

Certaines provisions sont obligatoires en vertu de l'article L2321-2 du CGCT et notamment dès l'ouverture d'un contentieux en première instance.

Un contentieux est en cours avec Grand Paris Sud Est Avenir concernant les stations sur le territoire de Limeil-Brévannes qui à ce jour n'a pas délibéré pour reprendre la compétence.

De ce fait, il convient de provisionner le risque encouru au niveau des titres qui n'ont pas encore été recouvrés

Par ailleurs, l'instruction budgétaire et comptable M57 prévoit la constitution de provisions pour créances douteuses, en vertu du principe comptable de prudence, pour les créances de plus de deux ans.

Désormais, le taux appliqué est du ressort de la collectivité (15% minimum obligatoire auparavant)

Je vous prie, mes chers collègues, de bien vouloir en délibérer.

Le Président



**DÉLIBÉRATION 2025 25 -
Constitution de provisions pour risque et charge et créances douteuses du Budget
Principal 2025**

Séance du Comité syndical du 17 juin 2025

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création de l'Agence ;
Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable l'Agence Métropolitaine des Mobilités Partagées,
Vu la délibération 2025-09 du 7 avril 2025 adoptant le budget principal 2025 ;
Vu la délibération 2025-22 du 17 juin 2025 relative au compte de gestion 2024 ;
Vu la délibération 2025-23 du 17 juin 2025 relative au compte administratif 2024 ;
Vu la délibération 2025-24 du 17 juin 2025 relative à l'affectation du résultat 2024 au budget principal 2025 ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : CONSTITUE une provision pour risque et charges de fonctionnement de 315 614 €.

Article 2 : CONSTITUE une provision pour créance douteuses à hauteur de 15% des restes à recouvrer supérieurs à 2 ans au 31-12-2024 pour un montant de 68 875,18 €.

Article 3 : DIT que les crédits sont prévus en dépenses aux compte 6815 « dotations aux provisions pour risques et charges » et 6817 « dotations aux provisions pour dépréciations des actifs circulants »



Le Président,


Sylvain Raifaud